

-1. Nov. 1983 * 7 45



Bundesamt für Umweltschutz
Office Fédéral de la protection de l'environnement
Ufficio federale per la protezione dell'ambiente

Ø 3003 Bern , le 31 octobre 1983

031/61 93 23

Ihr Zeichen
Votre signe
Vostro segno

Ihre Nachricht vom
Votre communication du
Vostra comunicazione del

Unser Zeichen
Notre signe
Nostro segno

Gegenstand
Objet
Oggetto

8.43.19.17
CC/pa

ENV/OCDE/Programme des produits chimiques
Information concernant l'exportation de produits chimiques dan-
gereux

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	
EE 79.6.3.1	
R - 1. NOV. 1983	
Kopie an	

Société suisse pour
l'industrie chimique
à l'att. de Monsieur M. Peter
Case postale 328
8035 Z u r i c h

Monsieur

J'aimerais d'abord vous remercier pour le télex que vous m'avez fait parvenir à Paris pour la seconde réunion conjointe du Groupe des produits chimiques et du Programme de gestion des produits chimiques. J'ai reçu tous vos renseignements avant le début du Bureau de cette deuxième réunion conjointe et j'ai pu ainsi en tenir compte lors de nos débats. Ces renseignements ont été complétés lors de l'entretien que j'ai eu le lundi soir, 24 octobre, à Paris avec M. F.A. Meier qui a eu l'extrême amabilité de prolonger son séjour à Paris pour me fournir toute une série d'informations fort utiles sur l'appréciation portée par l'industrie chimique aux travaux en cours à l'OCDE dans le domaine de l'échange d'informations sur les produits chimiques dangereux.

La position suisse sur le projet de recommandation du Conseil relative à l'échange d'informations concernant l'exportation de produits chimiques dangereux peut brièvement se résumer en



quatre points:

- 1° Le Groupe sur l'échange d'informations concernant l'exportation de produits chimiques dangereux a certes fourni un rapport final, mais ce rapport fait état de divergences profondes sur toute une série de problèmes importants. Parmi ceux-ci, la question de la portée des principes directeurs (scope), de la date des notifications (timing), de la division des responsabilités entre les autorités et l'entreprise (definition of exporting country), de la confidentialité des notifications, des mécanismes à établir pour fournir l'information (contact point) ainsi que du rapport des principes directeurs (guiding principles) avec le code de conduite.
- 2° Toutes ces questions doivent être éclaircies avant qu'un projet de recommandation soit adopté pour transmission au Conseil.
- 3° La Suisse ne remet en cause ni l'opportunité d'une action de l'OCDE dans ce domaine, ni la nécessité d'une démarche rapide compte tenu des travaux en cours dans d'autres organisations internationales.
- 4° La Suisse estime néanmoins que l'importance du sujet exige de plus amples discussions avec tous les milieux concernés et propose qu'un Groupe ad hoc se réunisse d'ici le mois de mars 1984 pour élaborer le texte d'une telle recommandation.

Ce point de vue fut partagé au Bureau puis en plénière par la France, le Japon, la Suède, la RFA. En revanche, les Etats-Unis, le Canada, la Commission des Communautés européennes ont vivement plaidé pour une transmission de la recommandation telle quelle au Conseil via le Comité de l'environnement.

Pour tenter d'aplanir les divergences entre ces deux groupes

de pays, le projet initial a alors été transmis à un "drafting group" siégeant parallèlement à la plénière qui a tenté d'amender le texte sur tous les points problématiques.

Les travaux du "drafting group", auxquels nous avons participé, ont permis d'améliorer sensiblement le texte. Le Japon et la France ont d'ailleurs pu s'y rallier.

Pour notre part, nous nous sommes toujours opposés à accepter le texte avant d'avoir la possibilité d'en discuter une nouvelle fois avec les milieux concernés. Une telle discussion nous paraissait d'autant plus nécessaire que les amendements portés au texte touchaient à la substance même des principes directeurs.

Isolés dans notre position (soutenus que par la Suède et la RFA), nous n'avons pas pu obtenir la convocation d'un groupe ad hoc et avons proposé comme compromis que la réunion dispose d'un laps de temps supplémentaire pour transmettre au Secrétariat nos éventuelles propositions de modifications, après nouvel examen des principes directeurs dans les capitales. Un délai de douze jours a été octroyé à tous les pays membres pour procéder à un ultime examen du projet avant de décider sa transmission au Conseil via le Comité de l'environnement. Le délai est déterminé en fonction de la date du Comité de l'environnement qui se réunira dans la deuxième semaine du mois de décembre prochain.

Le texte que nous vous envoyons ci-joint nous paraît acceptable et correspondre aux propositions d'amendement du BIAC.

Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une recommandation sans implication juridique spécifique pour les pays membres. Aux yeux de nombreuses délégations, c'est un premier pas que les pays membres ne peuvent différer, compte tenu de la pression de l'opinion publique et des démarches provoquées par d'autres pays dans d'autres enceintes internationales. Nous aurons de toute manière la possibilité

d'en rediscuter lors de la prochaine session du Comité de l'environnement, un organe plus politique que le Groupe des produits chimiques et le Comité de gestion qui est mieux à même de se prononcer sur un projet de recommandation de nature essentiellement politique. Lors des discussions en plénière, nous avons d'ailleurs expressément réservé notre droit de revenir sur cette question. Nous regrettons pour notre part une certaine précipitation de l'OCDE dans un sujet délicat qui mérite réflexion. La recommandation, dans son état actuel (même amendée), laisse obscure toute une série de questions qui font de ce document plus un "option paper" qu'une véritable recommandation. Nous n'estimons pas utile de faire entériner par le Conseil de l'OCDE un document qui ne tente aucune harmonisation des procédures et ne montre pas dans quelle direction des efforts doivent être entrepris au niveau national. Ce point de vue est d'ailleurs partagé par une partie du Secrétariat de l'OCDE qui estime qu'une telle recommandation est plus de nature à créer des problèmes qu'à en résoudre.

La deuxième réunion du groupe des produits chimiques et du Comité de gestion a d'ailleurs ressenti le côté vague de la recommandation et s'est proposé de faire accompagner la recommandation d'une note explicative du Secrétaire général que nous allons recevoir par télex de Paris et que nous vous communiquerons dès qu'elle nous sera parvenue.

Nous vous serions reconnaissants d'examiner le plus rapidement possible le document ci-joint et de nous dire s'il convient, à votre sens, d'y apporter un amendement. Si, nonobstant le fait que nous aurons une nouvelle fois la possibilité de débattre de ce projet de recommandation au Comité de l'environnement du 6 au 8 décembre prochain, vous estimez que le projet ne peut être accepté, nous vous prions de nous le faire savoir dans les délais impartis.

Toute proposition de modification intervenant dans les dix

jours nécessiterait un renvoi de l'adoption des principes directeurs à la troisième réunion conjointe du Groupe des produits chimiques et du Comité de gestion (mars 1984). Une proposition d'amendement, si elle n'émanait que de notre seul pays, nous mettrait bien sûr dans une position difficile lors de la prochaine réunion du Groupe et du Comité en mars 1984.

Mme H. Barben (tél. 61 93 35), qui a participé avec le sous-signé à tous les débats, vous fournira volontiers tous les renseignements supplémentaires que vous désirez à propos de cette affaire. Nous ne manquerons pas d'ailleurs de vous transmettre ultérieurement un rapport complet sur cette deuxième réunion du Groupe des produits chimiques et du Comité de gestion.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Office fédéral de la protection
de l'environnement
Service des organisations
internationales



A. Clerc

Copie: - DFAE Délégation suisse près l'OCDE, Paris
- DFEP OFAEE, Service des questions industrielles internationales
- DFI OFSP, Division des toxiques
- Ciba-Geigy M. F.A. Meier
- Sandoz M. F. Ochsner, J. Rutschmann
- Roche M. J.P. Cornaz

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

Environment Directorate

RESTRICTED

Paris, drafted: 25th Oct. 1983

Room Document No. 3 for
the Second Joint Meeting of
the Chemicals Group/
Management Committee
Paris, 25th-26th October, 1983

Or. Eng.

REVISED DRAFT COUNCIL RECOMMENDATION
ON INFORMATION EXCHANGE RELATED TO
EXPORT OF HAZARDOUS CHEMICALS

The attached text is a revised version of the Draft Council Recommendation of the Council Concerning Information Exchange Related to Export of Hazardous Chemicals as agreed by the Drafting Group established by the 2nd Joint Meeting of the Chemicals Group/Management Committee, 25th October, 1983. Changes made to the original text ENV/CHEM/CM/83.13 are indicated in this revised text.

- 3 -

C(84). . .
AnnexCOUNCILDRAFT RECOMMENDATION OF THE COUNCILCONCERNING INFORMATION EXCHANGE RELATED TOEXPORT OF BANNED OR SEVERELY RESTRICTED CHEMICALS(Adopted by the Council at its ...th Meeting
on ..th, 1984)

The Council,

Having regard to Articles 2(d), 3, and 5(b) of the Convention on the Organisation for Economic Co-operation and Development of 14th December, 1960;

Having regard to the Decision of the Council of 21st September, 1978, concerning a Special Programme on the Control of Chemicals and the Programme of Work established therein and the Decision of the Council of 12th May, 1981, extending the duration of that Programme [C(78)127(Final) and C/M(81)7(Final), Item 86];

Having regard to the Recommendation of the Council of 26th July, 1983, on the Protection of Proprietary Rights to Data Submitted in Notifications of New Chemicals [C(83)96(Final)];

Having regard to the Recommendation of the Council of 26th July, 1983, on the Exchange of Confidential Data on Chemicals [C(83)97(Final)];

Having regard to the Recommendation of the Council of 26th July, 1983 on the OECD List of Non-Confidential Data on Chemicals [C(83)98(Final)];

[Having regard to the Decision of the Council of, on Transfrontier Movements of Hazardous Waste [C(83)...];

Bearing in mind that the Governments of the OECD Member countries have recognised "the responsibility they share to safeguard and improve the quality of the environment, both nationally and in a global context" (Declaration on Environmental Policy, 1974);

W8111A

C(84). . .
Annex

- 4 -

Considering that the export of chemicals _____ hazardous to man and the environment is a matter of increasing international concern;

Considering that importing countries have the primary responsibility for the protection of man and the environment from the hazards associated with chemicals imported into their territories;

Considering that OECD Member countries are among the major producers and exporters of chemicals and that, by virtue of the experience and expertise they possess concerning chemicals control, they can assist importing countries to make timely and informed decisions about chemicals entering their territories;

Considering that concerted action in this regard could contribute to and support _____ national efforts to control the _____ hazards associated with exported chemicals while minimising competitive and trade distortions;

On the proposal of the Joint Meeting of the Management Committee of the Special Programme on the Control of Chemicals and the Chemicals Group, endorsed by the Environment Committee:

1. RECOMMENDS that when a chemical is exported which is banned or severely restricted in the exporting country, information be provided from that country to the importing country to enable the latter to make timely and informed decisions concerning that chemical.
2. RECOMMENDS that, in exchanging information related to export of chemicals which are banned or severely restricted in the country of export, Member countries take into account the Guiding Principles set out in the Appendix hereto, which is an integral part of this Recommendation.
- ~~3. INSTRUCTS the Environment Committee and the Management Committee of the Special Programme on the Control of Chemicals to pursue a programme of work designed to facilitate implementation of this Recommendation.~~
- 3 4. INSTRUCTS the Environment Committee and the Management Committee of the Special Programme on the Control of Chemicals to review actions taken by Member countries ~~*in pursuance of~~ this Recommendation and to report thereon to Council.

**with a view to facilitating the practical implementation*

C(84). . .
Appendix

APPENDIX

GUIDING PRINCIPLES ON INFORMATION EXCHANGE

RELATED TO EXPORT OF BANNED OR SEVERELY

RESTRICTED CHEMICALS

C(84). . .
Appendix

- 6 -

Guiding Principles on Information Exchange
Related to Export of Banned or Severely
Restricted Chemicals

Introduction

The Guiding Principles:

- (i) provide for an information exchange which will give an importing country a better opportunity to determine its need for action on chemicals banned or severely restricted in the exporting country; they do not deal with the control of export of such chemicals;
- (ii) should not preclude, in any way, national authorities from instituting wider and more frequent information exchange;
- (iii) apply to exports from one Member country to another, as well as to exports to non-Member countries;
- (iv) may be implemented by countries through such industrial or other entity as may be designated or authorised by them to do so;
- (v) are not designed to apply to export of hazardous waste.

Guiding Principles

1. While importing countries have the primary responsibility for protection of health and the environment from risks associated with imports of chemicals which have been banned or severely restricted for use _____ in exporting countries, the exporting countries should take steps to assist importing countries in making timely and informed decisions.

2. Where an exporting country has taken control action to ban or severely restrict the use or handling of chemicals in order to protect health or environment domestically, such exporting country should make certain information available to importing countries. For purposes of these Guiding Principles, a control action to ban or severely restrict the use or handling of chemicals would include the refusal of a required authorisation for a proposed first-time use based upon a decision in the exporting country that such use would endanger human health or the environment.

3. An exporting country, when it adopts any control action to ban or severely restrict the use or handling of chemicals as referred to above and when an export of those chemicals is about to occur, should ensure that necessary steps are taken to provide the importing country with relevant information so as to alert the importing country to the fact that the export is or will be taking place.

4. The minimum information needed to alert the importing country to the fact of export would be:

- (i) The fact that an export is or will be taking place;
- (ii) Chemical identification/specification;
- (iii) Summary of control action taken in the exporting country. If the control action bans or restricts certain uses _____ but allows other uses, such information should be included;
- (iv) The fact that additional information is available and the indication of the contact point in the exporting country to which a request for additional information should be addressed.

The provision of such information to the importing country would be on a one-time basis at the time of the first export following the control action in the exporting country. It should recur in the case of any significant development of new information or condition surrounding the control action. For purposes of the Guiding Principles, where the use _____ of a chemical has been banned or severely restricted before adoption of these Guiding Principles, "the first export following the control action" shall be deemed to be the first export after adoption of these Guiding Principles, unless the exporting country has already provided such information.

5. The exporting country should also take the necessary steps to provide to the importing country, at its request, additional available information which would assist the importing country in determining its needs for action in relation to assessment of chemicals in protection of man or the environment. The provision of such information by the exporting country must take into account the protection of the confidentiality of data in the importing country and the protection of proprietary rights and also the _____ resources which would be required in the exporting country to provide this information.

6. The additional information needed in the importing country to determine its need for action would be:

C(84). . .
Appendix

- 8 -

- (i) Rationale for the control action taken, and the readily available data used by the exporting country to reach its control decision; and
- (ii) Such other information surrounding the circumstances of the export/import transaction as may be agreed upon by the exporting and importing countries.

7. While the procedures in exporting countries for providing relevant information to importing countries will vary, there are certain elements which should be common to the procedures established in all exporting countries:

- (i) Provision for determining when a control action has been taken which would initiate the information exchange and for informing exporters and other appropriate parties of such determination;
- (ii) Provision for assuring that the information exchange to each importing country is initiated at the time of the first export to that country following the control action in the exporting country;
- (iii) Provision for sending the alert information to the importing country on a one-time-notification basis, except where the exporting country wishes to have more frequent information exchange.

8. The importing country should establish internal procedures for the receipt and handling of information from the exporting country. While these internal procedures will vary from one importing country to another, there are certain matters which should be provided for:

- (i) The designation of a recipient ^{by} in the importing country to receive the alert information;
- (ii) Procedures for reviewing the alert information to determine the need for additional information;
- (iii) Internal procedures for receiving and acting on the additional information before requesting such information;
- (iv) Procedures for determining whether the additional information needed in the importing country is available from sources other than the exporting country;

- (v) Procedures to maintain confidentiality of information and to protect proprietary rights when claimed by the exporting countries.

9 Any control measures which an importing country may apply to an imported chemical for which it has received information within the framework of the Guiding Principles should not be more restrictive than those applied to the same chemical produced domestically or imported from a country other than the one that supplied the information.